# Rapport financier 2013

## Exercice terminé le 31 décembre

Nom :	Saint-François-de-l'Île-d'Orléans
Code géographique :	20005
Гуре d'organisme municipal :	Municipalité locale



Attestattion	du trésorier	ou du s	secrétaire.	trésorier	sur le	rapport	financier
Allesiallon	du tresorier	ou uu .	36616tan 6	11 6301161	Sui ic	ιαρρυιι	mianolo

S3

# Section I - États financiers

l able des matieres	S <sup>2</sup>
États financiers audités	S5 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

# **Section II - Autres renseignements financiers**

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

### ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,	
Je soussigné(e), Marco Langlois	, atteste la véracité du rapport financier
de Saint-François-de-l'Île-d'Orléans (Nom de l'organisme)	pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013.

Signature

Dernière modification: 2014-04-02 13:31:50

2014-02-14

Date

### **TABLE DES MATIÈRES**

	PAGE
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21
· ······, - · · · · · · · · · · · · · ·	
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	23

(1) Lorsque le rapport financier est non consolidé, les pages concernant les informations sectorielles ne s'appliquent pas.

# Section I - États financiers

### RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de Municipalité de Saint-François-de-l'Île-d'Orléans, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2013, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

### Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

### Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de la Municipalité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

### Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Municipalité de Saint-François-de-l'Île-d'Orléans au 31 décembre 2013, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

			,
DADDODT	DE L'ALIDI	TELID IND	<b>EPENDANT</b>
NAFFONI			LLCINDAIN

### Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que Municipalité de Saint-François-de-l'Île-d'Orléans inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S15, S16, S23-1, S23-2 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Mallette S.E.N.C.R.L. Société de comptables professionnels agréés

CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A102687

DATE 2014-02-14

Dernière modification: 2014-04-02 13:31:50

### RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE \_\_\_\_\_

Dernière modification : 2014-04-02 13:31:50

### RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES RÉSULTATS DÉTAILLÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Budget 2013 Sans ventilation	Réalisations 2013  Sans ventilation Ventilation de Tot		 Total	Réalisations 2012
		de l'amortissement	de l'amortissement	l'amortissement	lotai	
Payanua		de i amortissement	de l'amortissement	Tamortissement		
Revenus Fonctionnement						
Taxes	1	635 166	616 840		616 840	588 821
Compensations tenant lieu de taxes	2	6 085	5 852		5 852	10 393
Quotes-parts	3	0 003	3 032		3 632	10 393
Transferts	3 4	91 900	132 621		132 621	71 992
Services rendus	5	8 500	54 153		54 153	113 605
Imposition de droits	5 6	11 800	57 222		57 222	57 105
Amendes et pénalités	7	1 000	2 094		2 094	1 113
Intérêts	8	2 000	5 570		5 570	4 543
Autres revenus		15 335	1 804		1 804	2 546
Autres revenus	9	771 786	876 156		876 156	850 118
Investissement	10	771700	870 130		870 130	030 110
Taxes	11					
Quotes-parts	12					
Transferts	13		148 764		148 764	110 578
Autres revenus	13		146 704		140 704	110 376
Contributions des promoteurs	14					
Autres						8 882
	15					0 002
Quote-part dans les résultats nets	40					
d'entreprises municipales	16 17		148 764		148 764	119 460
		771 786	1 024 920		1 024 920	969 578
Charman	18	771700	1 024 920		1 024 920	909 376
Charges Administration générale	19	381 265	351 156	3 484	354 640	357 574
Sécurité publique	20	173 950	173 048	3 145	176 193	164 094
Transport	21	69 541	101 736	9 334	111 070	157 196
Hygiène du milieu	22	133 376	87 684	45 390	133 074	114 828
Santé et bien-être	23	133 370	07 004	45 590	133 074	114 020
		12 537	11 876		11 876	8 120
Aménagement, urbanisme et développement Loisirs et culture	24			7 151		
	25	25 120	20 163	7 151	27 314	27 115
Réseau d'électricité	26	11 900	39 898		39 898	41 384
Frais de financement	27	67 833	39 898 68 504	( 68 504	) 39 898 	41 384
Amortissement des immobilisations	28	875 522	854 065	( 00 504	854 065	870 311
Free folgest (difficial) de Herrendia	29				170 855	99 267
Excédent (déficit) de l'exercice	30	(103 736)	170 855		170 855	99 267

### RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		2013		2012	
		Budget	Réalisations	Réalisations	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(103 736)	170 855	99 267	
Moins: revenus d'investissement	2 (	(100 700)	( 148 764 ) (	119 460 )	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice		,	(	,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,	
avant conciliation à des fins fiscales	3	(103 736)	22 091	(20 193)	
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
Ajouter (déduire)					
Immobilisations					
Amortissement	4	67 833	68 504	68 093	
Produit de cession	5				
(Gain) perte sur cession	6				
Réduction de valeur / Reclassement	7				
	8	67 833	68 504	68 093	
Propriétés destinées à la revente					
Coût des propriétés vendues	9				
Réduction de valeur / Reclassement	10				
	11				
Prêts, placements à long terme à titre					
d'investissement et participations dans des					
entreprises municipales					
Remboursement ou produit de cession	12				
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13				
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14				
	15				
Financement					
Financement à long terme des activités de					
fonctionnement	16				
Remboursement de la dette à long terme	17 (	) (	( 4 095 ) (	2 405 )	
	18		(4 095)	(2 405)	
Affectations					
Activités d'investissement	19 (	) (	( 4 506 ) (	8 564)	
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20				
Excédent de fonctionnement affecté	21	41 403	41 403	60 867	
Réserves financières et fonds réservés	22		(9 110)	(10 566)	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23				
Investissement net dans les immobilisations					
et autres actifs	24				
	25	41 403	27 787	41 737	
				=	
For Charles (150 and 150 and 1	26	109 236	92 196	107 425	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	<b>9</b> 27	5 500	114 287	87 232	
u uoo mio novaico	۲1	0 000	117 201	01 202	

### RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		2013		2012	
		Budget	F	Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1			148 764	119 460
CONCILIATION À DES FINS FISCALES Ajouter (déduire)					
Immobilisations					
Acquisition					
Administration générale	2 (		) (	13 410 ) (	8 564
Sécurité publique	з (		) (	) (	
Transport	4 (		) (	61 620 ) (	
Hygiène du milieu	5 (		) (	85 102 ) (	14 213
Santé et bien-être	6 (		) (	) (	
Aménagement, urbanisme et développement	7 (		) (	) (	
Loisirs et culture	8 (		) (	137 720 ) (	82 528
Réseau d'électricité	9 (		) (	) (	
	10 (		) (	297 852 ) (	105 305
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	11 (		) (	) (	
Prêts, placements à long terme à titre d'investiss			/ (	/ \	
et participations dans des entreprises municipal					
Émission ou acquisition	12 (		) (	) (	
Financement					
Financement à long terme des activités d'investisse	ement 13				
Affectations					
Activités de fonctionnement	14			4 506	8 564
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	15			2 234	
Excédent de fonctionnement affecté	16				
Réserves financières et fonds réservés	17				35 340
	18			6 740	43 904
	19			(291 112)	(61 401)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice				(4.40.046)	50.050
à des fins fiscales	20			(142 348)	58 059

### RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CHARGES PAR OBJETS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		2013		2012	
		Budget	Réalisations	Réalisations	
Rémunération	1	135 100	126 019	122 510	
Charges sociales	2	23 422	21 158	20 191	
Biens et services	3	283 543	432 747	436 167	
Frais de financement Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	4		1 995	2 069	
D'autres organismes municipaux	5				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6		37 903	39 315	
D'autres tiers	7				
Autres frais de financement	8	11 900			
Contributions à des organismes Organismes municipaux					
Quotes-parts	9	353 724	165 739	180 286	
Autres	10				
Autres organismes	11			1 680	
Amortissement des immobilisations	12	67 833	68 504	68 093	
Autres					
-	13				
-	14				
<u>-</u>	15				
	16	875 522	854 065	870 311	

### ÉTAT DES RÉSULTATS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	Budget		Réalisation	ons
		2013	2013	2012
Revenus				
Taxes	1	641 166	616 840	588 821
Compensations tenant lieu de taxes	2	335	5 852	10 393
Quotes-parts	3	000	0 002	10 000
Transferts	4	94 400	281 385	182 570
Services rendus	5	250	54 153	113 605
Imposition de droits	6	11 800	57 222	57 105
Amendes et pénalités	7	1 000	2 094	1 113
Intérêts	8	2 000	5 570	4 543
Autres revenus	9	15 335	1 804	11 428
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises				
municipales	10			
·	11	766 286	1 024 920	969 578
Charges				
Administration générale	12	384 749	354 640	357 574
Sécurité publique	13	176 501	176 193	164 094
Transport	14	72 215	111 070	157 196
Hygiène du milieu	15	185 665	133 074	114 828
Santé et bien-être	16			
Aménagement, urbanisme et développement	17	12 537	11 876	8 120
Loisirs et culture	18	31 955	27 314	27 115
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	11 900	39 898	41 384
	21	875 522	854 065	870 311
Excédent (déficit) de l'exercice	22	(109 236)	170 855	99 267
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercic			2 529 280	2 430 013
Redressement aux exercices antérieurs (note 20	)) 24			
Excédent (déficit) accumulé redressé au début				
de l'exercice	25		2 529 280	2 430 013
Excédent (déficit) accumulé				
à la fin de l'exercice	26		2 700 135	2 529 280

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

### ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Budget	Réalisation	S
		2013	2013	2012
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(109 236)	170 855	99 267
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	) (	297 852 ) (	105 305)
Produit de cession	3	, ,	, ,	•
Amortissement	4	67 833	68 504	68 093
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	67 833	(229 348)	(37 212)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9			
Variation des autres actifs non financiers	10			
variation des daties delle non manoiere	11			
	12	(41 403)	(58 493)	62 055
Gains (pertes) de réévaluation nets	13	,	,	
Variation des actifs financiers nets ou de la				
dette nette	14	(41 403)	(58 493)	62 055
Actifs financiers nets (dette nette) au début de				
l'exercice	15		113 018	50 963
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16			
Actifs financiers nets redressés (dette nette redres	sée)			
au début de l'exercice	17		113 018	50 963
Actifs financiers nets (dette nette)				
à la fin de l'exercice	18		54 525	113 018

### ÉTAT DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION AU 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
Gains (pertes) de réévaluation cumulés au début de		
l'exercice	19	
Gains (pertes) non réalisés attribuables aux éléments suivants :		
Dérivés	20	
Placements à long terme	21	
Autres		
-	22	
-	23	
Montants reclassés dans l'état des résultats		
-	24	
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	25	
Autre élément du résultat étendu présenté par les entreprises municipales	26	
Gains (pertes) de réévaluation cumulés à la fin de l'exercice	27	

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

### ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE 2013

		2013	2012
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	76 047	62 225
Placements temporaires	2	88 391	90 928
Débiteurs (note 5)	3	1 397 552	1 444 192
Prêts (note 6)	4		-
Placements à long terme (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	1 561 990	1 597 345
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires (note 10)	11		68 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	150 645	95 113
Revenus reportés (note 12)	13	115 320	30 014
Dette à long terme (note 13)	14	1 241 500	1 291 200
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	1 507 465	1 484 327
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	54 525	113 018
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	2 645 610	2 416 262
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20		
Autres actifs non financiers (note 17)	21		
	22	2 645 610	2 416 262
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	2 700 135	2 529 280
L'avaédant (définit) appumulé ant constitué des			
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
	0.4	2 700 135	2 529 280
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	24	2 / 00 133	2 529 280
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	25	2 700 135	2 529 280
	26	2 / 00 133	2 529 280

Obligations contractuelles (note 18) Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

### ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		2013	2012
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	170 855	99 267
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	68 504	68 093
Autres			
-	3		
-	4		
	5	239 359	167 360
Variation nette des éléments hors caisse		40.040	100 111
Débiteurs	6	46 640	102 111
Autres actifs financiers	7		(00 ==0)
Créditeurs et charges à payer	8	55 532	(86 773)
Revenus reportés	9	85 306	30 014
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12		
Autres actifs non financiers	13	400.007	040.740
A stivité a disprestia coment en immediations	14	426 837	212 712
Activités d'investissement en immobilisations	45 (	207.952.) (	105 205
Acquisition Produit de cession	15 (	297 852 ) (	105 305
Floduit de Cession	16 17	(297 852)	(105 305)
Activités de placement	11	(237 032)	(100 000)
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement			
et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18 (	) (	,
Remboursement ou cession	19	, (	•
Variation nette des placements temporaires	20	2 537	(21)
Variation nette des autres placements à long terme	21	2 00.	(=:)
	22	2 537	(21)
Activités de financement			· /
Émission de dettes à long terme	23		
Remboursement de la dette à long terme	24 (	49 700 ) (	48 100
Variation nette des emprunts temporaires	25	(68 000)	(128 100)
Variation nette des frais reportés liés à la dette		, ,	,
à long terme	26		
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(117 700)	(176 200)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des			
équivalents de trésorerie	30	13 822	(68 814)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance)			
au début de l'exercice	31	62 225	131 039
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	32	76 047	62 225
u 14 1111 40 1 0/010100	UZ.	10071	02 ZZU

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

### 1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité est un organisme municipal existant en vertu du Code municipal.

### 2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au « Manuel de la présentation de l'information financière municipale » publié par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S15 et S16, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

### A) Périmètre comptable et partenariat

S.O.

### B) Comptabilité d'exercice

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes et les pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

### C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible ainsi que la marge de crédit servant à couvrir les déficits de caisse.

Placements

Les placements temporaires sont présentés au moindre du coût et de la juste valeur.

S22-1 15-1

### D) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

### **Stocks**

S.O.

### **Immobilisations**

Les immobilisations sont comptabilisées au coût.

L'amortissement est calculé en fonction de leur durée de vie utile selon la méthode linéaire aux taux suivants :

Infrastructures 2,5 % et 5 %

Bâtiment 2,5 %

Ameublement et

équipement de

bureau 10 % et 20 %

Machinerie et

équipements 5 %

### E) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

S22-1 15-1 (2)

# F) Avantages sociaux futurs Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

S22-2 15-2

### G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S.O.

### H) Instruments financiers

S.O.

### I) Autres éléments

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public nécessite l'utilisation d'estimations ainsi que la formulation d'hypothèses qui ont un effet sur les montants des éléments d'actif et de passif présentés, les postes de revenus et de dépenses afférentes. Les secteurs importants des états financiers qui requièrent l'utilisation d'estimations incluent les éléments de passif découlant de la provision pour contestation d'évaluation, la provision pour mauvaises créances, la provision pour réclamations et litiges en suspens et la durée de vie des éléments d'actif aux fins du calcul de l'amortissement. Par conséquent, les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

Facilités de crédit

La Municipalité dispose d'une facilité de crédit d'un montant de 2 970 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel plus 0,25 %. Au 31 décembre 2013, aucun solde n'est utilisé.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

### 3. Modification de méthodes comptables

S.O.

S22-3 15-3

75 243  12 022 1 360 240  14 663 10 627 1 397 552  1 158 800	30 964 1 410 246 1 123 1 859 1 444 192
12 022 1 360 240 14 663 10 627 1 397 552 1 158 800	30 964 1 410 246 1 123 1 859
12 022 1 360 240 14 663 10 627 1 397 552 1 158 800	30 964 1 410 246 1 123 1 859
12 022 1 360 240 14 663 10 627 1 397 552 1 158 800	30 964 1 410 246 1 123 1 859
12 022 1 360 240 14 663 10 627 1 397 552 1 158 800	30 964 1 410 246 1 123 1 859
1 360 240  14 663 10 627 1 397 552  1 158 800	1 410 246 1 123 1 859
1 360 240  14 663 10 627 1 397 552  1 158 800	1 410 246 1 123 1 859
1 360 240  14 663 10 627 1 397 552  1 158 800	1 410 246 1 123 1 859
1 360 240  14 663 10 627 1 397 552  1 158 800	1 410 246 1 123 1 859
14 663 10 627 1 397 552 1 158 800	1 123 1 859
14 663 10 627 1 397 552 1 158 800	1 123 1 859
10 627 1 397 552 1 158 800	1 859
10 627 1 397 552 1 158 800	1 859
10 627 1 397 552 1 158 800	1 859
10 627 1 397 552 1 158 800	1 859
1 397 552 1 158 800	
1 158 800	1 444 192
1 158 800	1 204 405
1 158 800	
1 158 800	
	1 204 405

		2013	2012
Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25		
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26 (	) (	
	27		
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28		
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29		
Régimes à cotisations déterminées	30	3 958	3 884
Autres régimes (REER et autres)	31	0 000	0 00
Régimes de retraite des élus municipaux		1 584	1 582
rregimes de retraite des elus municipaux	32 _	5 542	
	33	5 542	5 46
Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pou	ır plus de d	létails.	
Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34		
Autres	35		
	36		
Note			
Emprunts temporaires			
Créditeurs et charges à payer			
Créditeurs et charges à payer Fournisseurs	37	45 119	3 29
Fournisseurs	37 38	45 119 1 846	
Fournisseurs Salaires et avantages sociaux	38	45 119 1 846	
Fournisseurs Salaires et avantages sociaux Dépôts et retenues de garantie	38 39		
Fournisseurs Salaires et avantages sociaux Dépôts et retenues de garantie Provision pour contestations d'évaluation	38 39 40		
Fournisseurs Salaires et avantages sociaux Dépôts et retenues de garantie Provision pour contestations d'évaluation Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	38 39 40		
Fournisseurs Salaires et avantages sociaux Dépôts et retenues de garantie Provision pour contestations d'évaluation	38 39 40		
Fournisseurs Salaires et avantages sociaux Dépôts et retenues de garantie Provision pour contestations d'évaluation Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	38 39 40 1 41		4 300
Fournisseurs Salaires et avantages sociaux Dépôts et retenues de garantie Provision pour contestations d'évaluation Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement Autres -	38 39 40 1 41 42 43	1 846	4 300
Fournisseurs Salaires et avantages sociaux Dépôts et retenues de garantie Provision pour contestations d'évaluation Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement Autres -	38 39 40 1 41 42 43 44	1 846	4 300
Fournisseurs Salaires et avantages sociaux Dépôts et retenues de garantie Provision pour contestations d'évaluation Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement Autres -	38 39 40 41 42 43 44 45	1 846	4 300
Fournisseurs Salaires et avantages sociaux Dépôts et retenues de garantie Provision pour contestations d'évaluation Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement Autres -	38 39 40 1 41 42 43 44	1 846 103 680	4 300 87 523
Fournisseurs Salaires et avantages sociaux Dépôts et retenues de garantie Provision pour contestations d'évaluation Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement Autres -	38 39 40 41 42 43 44 45 46	1 846	4 300 87 523
Fournisseurs Salaires et avantages sociaux Dépôts et retenues de garantie Provision pour contestations d'évaluation Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement Autres Retenue à payer	38 39 40 41 42 43 44 45 46	1 846 103 680	4 30 <sup>1</sup> 87 52
Fournisseurs Salaires et avantages sociaux Dépôts et retenues de garantie Provision pour contestations d'évaluation Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement Autres Retenue à payer Note  Revenus reportés	38 39 40 1 41 42 43 44 45 46 47	1 846 103 680	4 300 87 523
Fournisseurs Salaires et avantages sociaux Dépôts et retenues de garantie Provision pour contestations d'évaluation Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement Autres Retenue à payer Note  Revenus reportés Taxes perçues d'avance	38 39 40 1 41 42 43 44 45 46 47	1 846 103 680 150 645	4 300 87 523 95 113
Fournisseurs Salaires et avantages sociaux Dépôts et retenues de garantie Provision pour contestations d'évaluation Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement Autres Retenue à payer Note  Revenus reportés Taxes perçues d'avance Transferts	38 39 40 1 41 42 43 44 45 46 47	1 846 103 680	4 30 <sup>1</sup> 87 52 <sup>1</sup> 95 11 <sup>1</sup>
Fournisseurs Salaires et avantages sociaux Dépôts et retenues de garantie Provision pour contestations d'évaluation Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement Autres Retenue à payer Note  Revenus reportés Taxes perçues d'avance	38 39 40 1 41 42 43 44 45 46 47	1 846 103 680 150 645	4 30 <sup>1</sup> 87 52 <sup>1</sup> 95 11 <sup>1</sup>
Fournisseurs Salaires et avantages sociaux Dépôts et retenues de garantie Provision pour contestations d'évaluation Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement Autres Retenue à payer Note  Revenus reportés Taxes perçues d'avance Transferts	38 39 40 1 41 42 43 44 45 46 47	1 846 103 680 150 645	4 30 <sup>1</sup> 87 52 <sup>1</sup> 95 11 <sup>1</sup>
Fournisseurs Salaires et avantages sociaux Dépôts et retenues de garantie Provision pour contestations d'évaluation Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement Autres Retenue à payer Note  Revenus reportés Taxes perçues d'avance Transferts Autres	38 39 40 41 42 43 44 45 46 47	1 846 103 680 150 645	3 290 4 300 87 523 95 113 30 014

						2013	2012
Dette à long terme	Taux d'i	ntérêt	Échéa	ance			
•	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	3,09	3,09	2016	2016	53	1 241 500	1 291 200
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
Autres dettes à long terme					56		
Gouvernement du Québec et ses entreprises					57		
Organismes municipaux Obligations découlant de contrats de					58		
location-acquisition					59		
Autres					60		
					61	1 241 500	1 291 20
Frais reportés liés à la dette à long terme					62(	) (	
					63	1 241 500	1 291 20

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations	s et billets		Autres dettes à long terme		<b>Total 2013</b>
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissemen	<u>t</u> .	Location- acquisition	Autres	
2014	64	7	z 51 300	O8 C	89	97	51 300
2015	65	7	3 53 200	<b>)</b> 81	90	98	53 200
2016	66	7	1 137 000	) 82	91	99	1 137 000
2017	67	7	5	83	92	100	
2018	68	7	6	84	93	101	
2019 et +	69	7	7	85	94	102	
Intérêts et frais	70	7	1 241 500	O 86	95	103	1 241 500
accessoire	s			87(	)	104 (	)
	71	7	9 1 241 500	O 88	96	105	1 241 500
Mata							

Note

	2013	2012
Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
Municipalité	106	
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107	
Autres	108	
	109	

Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT	_		_		-	1 130.010		
Infrastructures								
Eau potable	110		138		165		192	
Eaux usées	111	1 891 919	139	85 103	166		193	1 977 02
Chemins, rues, routes, trottoirs	S,							
ponts, tunnels et viaducs	112	420 825	140	26 220	167	(5 906)	194	452 95
Autres	113		141		168	,	195	
Réseau d'électricité	114		142		169		196	
Bâtiments	115	146 878	143	144 171	170	(84 770)	197	375 81
Améliorations locatives	116		144		171	,	198	
Véhicules	117		145		172		199	
Ameublement et équipement								
de bureau	118	46 790	146	4 367	173		200	51 15
Machinerie, outillage et équipem	nent							
divers	119	44 472	147		174		201	44 47
Terrains	120	34 454	148		175		202	34 45
Autres	121	01.101	149		176		203	0.10
	122	2 585 338	150	259 861		(90 676)	204	2 935 87
Immobilisations en cours	123	90 676	151	37 991	178	90 676	205	37 99
	124	2 676 014	152	297 852	179		206	2 973 86
AMORTISSEMENT CUMULÉ	·-· <del>-</del>	2070011	-	207 002	•	-		201000
Infrastructures								
Eau potable	125		153		180		207	
Eaux usées	126		154	45 745	181	(90 780)	208	136 52
Chemins, rues, routes, trottoirs				10 7 10		(66.166)		.0002
ponts, tunnels et viaducs	127	162 477	155	12 187	182	90 780	209	83 88
Autres	128	.02	156	12 101	183	00.00	210	00 00
Réseau d'électricité	129		157		184		211	
Bâtiments	130	42 123	158	4 516	185		212	46 63
Améliorations locatives	131	12 120	159	1010	186		213	10 00
Véhicules	132		160		187		214	
Ameublement et équipement	. 32		. 50					
de bureau	133	32 760	161	2 394	188		215	35 15
Machinerie, outillage et équipem		02 700		2 004	. 50			00 10
divers	134	22 392	162	3 662	189		216	26 05
Autres	135	22 332	163	3 002	190		217	20 00
	136	259 752	164	68 504	101		218	328 25
	_		104	00 004	191			
VALEUR COMPTABLE NETTE	137	2 416 262					219	2 645 61
Biens loués en vertu de contrats	;							
de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220		223		225		227	
Amortissement cumulé	221 (		224 (		226 (		228 (	
Valeur comptable nette	222		`_		`=		, 229 <b>—</b>	

Note

		2013	2012
Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	230		
Immeubles industriels municipaux	231		
Autres	232		
	233		
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9) Présentées à titre d'actifs non financiers sous le	234		
poste "Propriétés destinées à la revente"	235		
Note			
. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	236		
Frais reportés			
-	237		
-	238		
	239		
Note			

### 18. Obligations contractuelles

La Municipalité s'est engagée par contrats de déneigement jusqu'en 2015. Le solde des engagements au 31 décembre 2013 s'établit à 69 099 \$. De plus, la Municipalité s'est également engagée par bail pour la location d'un photocopieur jusqu'en 2015 et le solde de cet engagement au 31 décembre 2013 est de 2 546 \$.

### 19. Éventualités

### a) Cautionnement et garantie

S.O.

### b) Auto-assurance

S.O.

### c) Poursuites

s.o.

### d) Autres

RESPONSABILITÉ SOLIDAIRE

La Municipalité est responsable, solidairement avec les autres municipalités membres de la Municipalité régionale de comté de l'Île d'Orléans, des obligations de la Municipalité régionale de comté de l'Île d'Orléans.

S22-8 15-8

### 20. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

### 21. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

### 22. Instruments financiers

S.O.

### AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ AU 31 DÉCEMBRE 2013

		2013	2012
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières	1	161 184	173 296
et fonds réservés	2	199 408	107 536
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir Financement des investissements en cours	3 ( 4	) ( (223 367)	(81 019)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5	2 562 910	2 329 467
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	6	2 700 425	2 520 200
	7	2 700 135	2 529 280
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés			
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		444.040	44.400
<ul><li>Équilibre budgétaire</li><li>Réseau d'égout</li></ul>	8	111 040 13 125	41 403
- Neseau u egoui	9 10	13 123	
-	10		
-	12		
-	13		
-	14		
•	15		
-	16	404.405	11.100
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés	17	124 165	41 403
-	18		
•	19		
-	20		
	21		
Réserves financières			
•	22		
•	23		
-	24		
-	25		
<u>-</u>	26		
Fanda vásanta	27		
Fonds réservés		75 180	66.000
Fonds de roulement Fonds parcs et terrains de jeux	28	75 180 63	66 080 53
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien	29	03	55
de certaines voies publiques	30		
Société québécoise d'assainissement des eaux	31		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32		
Financement des activités de fonctionnement Autres	33		
-	34		
-	35		
-	36		
	37		
	38	75 243	66 133
	39	199 408	107 536

### AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite) AU 31 DÉCEMBRE 2013

		2013	2012
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Modifications comptables du 1 <sup>er</sup> janvier 2000			
Salaires et avantages sociaux	40 (	) (	)
Intérêts sur la dette à long terme	41 (	) (	ĺ
Avantages sociaux futurs	•	, (	,
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007			
Régimes capitalisés	42 (	) (	)
Régimes non capitalisés	43 (	) (	Ì
Avantages postérieurs au 1er janvier 2007		, (	,
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 (	) (	,
Autres	45 (	) (	)
Régimes non capitalisés	46 (	) (	)
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 (	) (	)
Autres	47 (	) (	,
-	40 (	\ (	١
	48 (	) (	,
	49 (	) (	)
Element Character and March 1975 to the foreign and the	50 (	) (	
Financement à long terme des activités de fonctionnement	51 (	) (	)
Financement des investissements en cours Financement non utilisé Investissements à financer	53 54 (	223 367 ) (	81 019 )
	55	(223 367)	(81 019)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs Éléments d'actif			
Immobilisations	56	2 645 610	2 416 262
Propriétés destinées à la revente	57		
Prêts	58		
Placements à titre d'investissement	59		
Participations dans des entreprises municipales	60		
	61	2 645 610	2 416 262
Élémente de passif correspondent			
Éléments de passif correspondant	62	1 2/1 FOO	1 291 200
Dette à long terme	62	1 241 500	1 291 200
Frais reportés liés à la dette à long terme	63		
Montants des débiteurs et autres montants affectés	,	4.450.000 \ (	4 204 405 \
au remboursement de la dette à long terme	64 (	1 158 800 ) (	1 204 405 )
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	65 (	) (	)
Delta an accord de national annual at a first (17 annual)	66	82 700	86 795
Dette en cours de refinancement et autres éléments	67	00.700	00.705
	68	82 700	86 795
	69	2 562 910	2 329 467

### **AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX	FUTURS À PREST Régimes de retraite enregistrés			<b>DÉTERMIN</b> nes supplémen de retraite			Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice		2			_ ;	3 <b>-</b>	
Description des régimes, date de la plus récente é	valuation actuarie	lle e	et aut	res renseigi	nemer	nts	
				2013			2012
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantage Actif (passif) au début de l'exercice	es sociaux futurs	4				Ī	
Charge de l'exercice		5	(		)	(	,
Cotisations versées par l'employeur Actif (passif) à la fin de l'exercice		6				-	
Actii (passii) a la liii de rexercice		7			_	-	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation	n						
Valeur des actifs à la fin de l'exercice Valeur des obligations au titre des prestations constitu	ága à la fin da	8					
l'exercice	ees a la lill de	9	(		)	(	•
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comp	tabilisation	10	`—		— ′	`-	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non		11				_	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs ava	nt provision pour						
moins-value Provision pour moins-value		12	,		١	,	,
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la	fin de l'exercice	13 14	'		— <i>'</i>	'_	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation dont la valeur des obligations excède la valeur des Nombre de régimes en cause Valeur des actifs à la fin de l'exercice Valeur des obligations au titre des prestations constitu l'exercice Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	s actifs	15 16 17 18	(		<b>-</b>	(	
Charge de l'exercice							
Coût des avantages pour les services rendus au cours		19					
Coût des services passés découlant d'une modification	n de regime	20			_	_	
Cotisations salariales des employés		21 22	(		)	(	•
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régi	imes		`		,	`	•
interemployeurs dont l'organisme municipal est le pror	noteur	23	(		)	(_	
A secution are out also postero activarialles (acina activaria	le)	24					
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuarie Pertes actuarielles constatées (gains actuariels consta		25					
modification de régime ou de la variation de la provision		9 26					
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression	-	27					
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de		28					
Variation de la provision pour moins-value		29					
Autres							
-		30 31					
Charge de l'exercice excluant les intérêts		32			_	-	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des presta	ations constituées	33				_	
Rendement espéré des actifs		34	(		)	(_	,
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)		35			_	-	
Charge de l'exercice		36			_	-	47.4
S24-1 Déno	nsá la "2014-04-0	יימו					17-1

Déposé le "2014-04-09"

B)

### AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite) EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		2013	2012
Information a complémentaire a			
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37		,
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	()	,)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations			
constituées	40		
Prestations versées au cours de l'exercice	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la			
valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres			
de créances émis par l'organisme municipal	43		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)		%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	46	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	47	% %	%
Taux d'illiation (illi d'exercice)  Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	48	% %	9/
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49	/6 %	9/
,	50	70	7
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51		
Autres hypothèses économiques			
•	52		
•	53		
RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À F	DEST	ATIONO DÉTERMINÉE	
REGIMES NON CAPITALISES D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À F	KESI	ATIONS DETERMINEES	•
Dágimos		Págimos d'aventages	Autros avantagos
Régimes supplémentaires de		Régimes d'avantages complémentaires de	Autres avantages sociaux futurs
retraite		retraite	Sociaux Iuturs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice 54	55	56	
Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarie	lle et a	autres renseignements	
		2013	2012
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs			
Passif au début de l'exercice	<b>5</b> 7	(	1
Charge de l'exercice	57	,	, ,
	58	(	,
Prestations ou primes versées par l'employeur Passif à la fin de l'exercice	59		, <del></del> ,
Passii a la lin de l'exercice	60	()	·)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des obligations au titre des prestations constituées			
à la fin de l'exercice	61	(	1
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)		,	,
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	62		, <del></del> \
i assii aa iiile des avalitages sociaak lutuls a la liil de l'ekcloice	63	()	·

C)

# **AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES** AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite) EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		2013	2012
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas	00		
de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 <b>(</b>	1	(
ao rogimos interempioyouro dent rorganismo manioipai eet io promotedi	`	/	(
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	68		
	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés)			
lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres			
-	73		
<u>.</u>	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	77		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations			
constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85	, ,	,,
Autres hypothèses économiques	63		
Autres hypotheses economiques			
•	86		
	87		
RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES			
Nombre de régimes à la fin de l'exercice 881			
Description des régimes et autres renseignements			
Les employés de la Municipalité participent à un régimemployés de la Municipalité régionale de comté et des participantes de l'Île d'Orléans. Ce régime de retrait capitalisé et non assuré.	autres	s municipalités l	ocales
Charge de lleversies	_	2013	2012
Charge de l'exercice		0.050	0.004
Cotisations de l'employeur	89	3 958	3 884

### AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite) EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)			
	Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90			
	Description des régimes et autres renseignements			
	Charge de l'exercice		2013	2012
	Cotisations de l'employeur	91		
•	RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX			
	Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)			92 <b>X</b> Oui 93 Non
	Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice	94	<b>2013</b> 1	2012
	Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernie complémentaire, s'il y a lieu, aux élus municipaux en personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participantes se partagent le financement du régime pa	er s'a poste e, son retra cipant	appliquant de faç e le 31 décembre at des régimes à aite des élus mur es et les municip versement de cot	con 2000 et aux prestations nicipaux palités
	le cas des élus et de contributions dans le cas des m seules les municipalités participantes sont responsabl requises. Les cotisations et les contributions sont ét règles fixés par règlement du gouvernement.	unicip les de	verser les cont	cas du RPSEM, tributions
	le cas des élus et de contributions dans le cas des m seules les municipalités participantes sont responsab requises. Les cotisations et les contributions sont ét	unicip les de tablie mploye et d'a s part déter partic nt êtr	e verser les cont es conformément a eurs multiples ad assurances (CARRA cicipantes compta minées. Ainsi, l eipante relativem	cas du RPSEM, cributions aux taux et dministrés par A) qui ne abilisent ces La charge ment à ces
	le cas des élus et de contributions dans le cas des museules les municipalités participantes sont responsable requises. Les cotisations et les contributions sont étrègles fixés par règlement du gouvernement.  Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à er la Commission administrative des régimes de retraite et comportent pas de comptes distincts, les municipalités régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations encourue dans un exercice donné par une municipalité prégimes de retraite correspond aux contributions devantes des régimes de retraite correspond aux contributions devantes des régimes de retraite correspond aux contributions devantes des régimes de retraite correspond aux contributions devantes des retraites de re	unicip les de tablie mploye et d'a s part déter partic nt êtr	e verser les cont es conformément a eurs multiples ad assurances (CARRA cicipantes compta minées. Ainsi, l eipante relativem	cas du RPSEM, cributions aux taux et dministrés par A) qui ne abilisent ces La charge ment à ces
	le cas des élus et de contributions dans le cas des museules les municipalités participantes sont responsable requises. Les cotisations et les contributions sont étrègles fixés par règlement du gouvernement.  Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à er la Commission administrative des régimes de retraite et comportent pas de comptes distincts, les municipalités régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations encourue dans un exercice donné par une municipalité prégimes de retraite correspond aux contributions devantement de les qu'établies par règlement du gouverner	unicip les de tablie mploye et d'a s part déter partic nt êtr ment.	e verser les cont es conformément a eurs multiples ad assurances (CARRA cicipantes compta minées. Ainsi, l cipante relativem re versées par el	cas du RPSE cributions aux taux et dministrés p A) qui ne abilisent ce La charge ment à ces Lle pour cet

S24-4 17-4

### AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME AU 31 DÉCEMBRE 2013

Administration municipale		
Dette à long terme	1	1 241 500
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	223 367
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres	5	
	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	1 158 800
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés Autres	11	
•	12	
<u>-</u>	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	306 067
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	
Endettement net à long terme	16	306 067
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	15 800
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	321 867
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités		
reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
<b>-</b>		224 22-
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	321 867
Entered by a series of the ser		
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	

# RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

### ANALYSE DES REVENUS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

### Non audité

TAXES		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
SUR LA VALEUR FONCIÈRE Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	503 341	500 884	494 98
Taxes spéciales	ı	303 041	300 004	454 50
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur	4			
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8	(5 000)		
	9	498 341	500 884	494 98
Taxes, compensations et tarification Services municipaux Eau Égout Traitement des eaux usées Matières résiduelles Autres -Secteur déneigement ch Quai -Compensation roulottes -Frais de pub ventes pour tx Centres d'urgence 9-1-1 Service de la dette Activités de fonctionnement Activités d'investissement	10 11 12 13 14 15 16 17 18 19	72 000 53 550 1 090 960 1 500 7 725	49 752 53 930 1 090 960 2 471 7 753	12 04 67 09 2 15 96 83 3 03 7 71
Activites d'investissement		136 825	115 956	93 84
	21	130 023	110 900	უა 04
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	136 825	115 956	93 84
	26	635 166	616 840	588 82

### ANALYSE DES REVENUS (suite) EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAX	(ES	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES				
ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises	du			
gouvernement	uu			
Taxes sur la valeur foncière	27			
Taxes sur une autre base	21			
Taxes, compensations et tarification Taxes d'affaires	28			
	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32			
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34			
	35			
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et				
d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40			
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES				
ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41	85	89	101
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
Taxes d'affaires	43			
	44	85	89	101
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base	70			
Taxes, compensations et tarification	46			
raxes, compensations et tarification	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises				
autoconsommatrices d'électricité	40			
	48	6.000	E 700	40.000
Autres	49	6 000	5 763	10 292
	50	6 000	5 763	10 292
	51	6 085	5 852	10 393

TRANSFERTS	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFE FONCTIONNEMENT			
Administration générale	52		
Sécurité publique			
Police	53		
Sécurité incendie	54		
Sécurité civile	55		
Autres	56		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	57		
Enlèvement de la neige	58		
Autres	59		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60		
Transport adapté	61		
Transport scolaire	62		
Autres	63		
Transport aérien	64		
Transport par eau	65		
Autres	66		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de			
l'eau potable	67		
Réseau de distribution de l'eau potable	68		
Traitement des eaux usées	69	20 524	20.245
Réseaux d'égout	70	36 521	39 315
Matières résiduelles	71		
Déchets domestiques et assimilés Matières recyclables	7 1		
Collecte sélective			
Collecte et transport	72		
Tri et conditionnement	73		
Autres	74		
Autres	75		
Cours d'eau	76		
Protection de l'environnement	77		
Autres	78		
Santé et bien-être			
Logement social	79		
Sécurité du revenu	80		
Autres	81		
Aménagement, urbanisme et développeme	nt		
Aménagement, urbanisme et zonage	82		
Rénovation urbaine	83		
Promotion et développement économique	84		
Autres	85		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	86		
Activités culturelles			
Bibliothèques	87		
Autres	88		
Réseau d'électricité	89		
	90	36 521	39 315

TRANSFERTS (suite)	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTI PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSI INVESTISSEMENT			
Administration générale	91		
Sécurité publique			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95		
Transport			
Réseau routier Voirie municipale	96	110 820	
Enlèvement de la neige	97	110 020	
Autres	98		
Transport collectif	30		
Transport collectii  Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de			
l'eau potable	106		
Réseau de distribution de l'eau potable	107		
Traitement des eaux usées	108	(04.470)	70.070
Réseaux d'égout Matières résiduelles	109	(81 172)	72 272
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables	110		
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
Santé et bien-être			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
Aménagement, urbanisme et développem			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
Loisirs et culture	125	110 110	20.200
Activités récréatives Activités culturelles	125	119 116	38 306
Bibliothèques	126		
Autres	127		
Audo			
Réseau d'électricité	128		

TRANSFERTS (suite)		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation provenant de la taxe de ve	nte			
du Québec	135	91 900	96 100	32 677
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137			
	138	91 900	96 100	32 677
TOTAL DES TRANSFERTS	139	91 900	281 385	182 570

Ν	on	au	di	ité
---	----	----	----	-----

Non audité SERVICES RENDUS	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142		
	143		
Sécurité publique			
Police	144		
Sécurité incendie	145		
Sécurité civile	146		
Autres	147		
	148		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149		
Enlèvement de la neige	150		
Autres	151		
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de			
l'eau potable	155		
Réseau de distribution de l'eau potable	156		
Traitement des eaux usées	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	159		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
7.tdt.00	167		
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
_oisirs et culture	<del>-</del>		
Activités récréatives	176		
Activités culturelles	-		
Bibliothèques	177		
Autres	178		
Auti 69	179		
Réseau d'électricité	180		
reseau d'electricite	100		
	191		
	181		

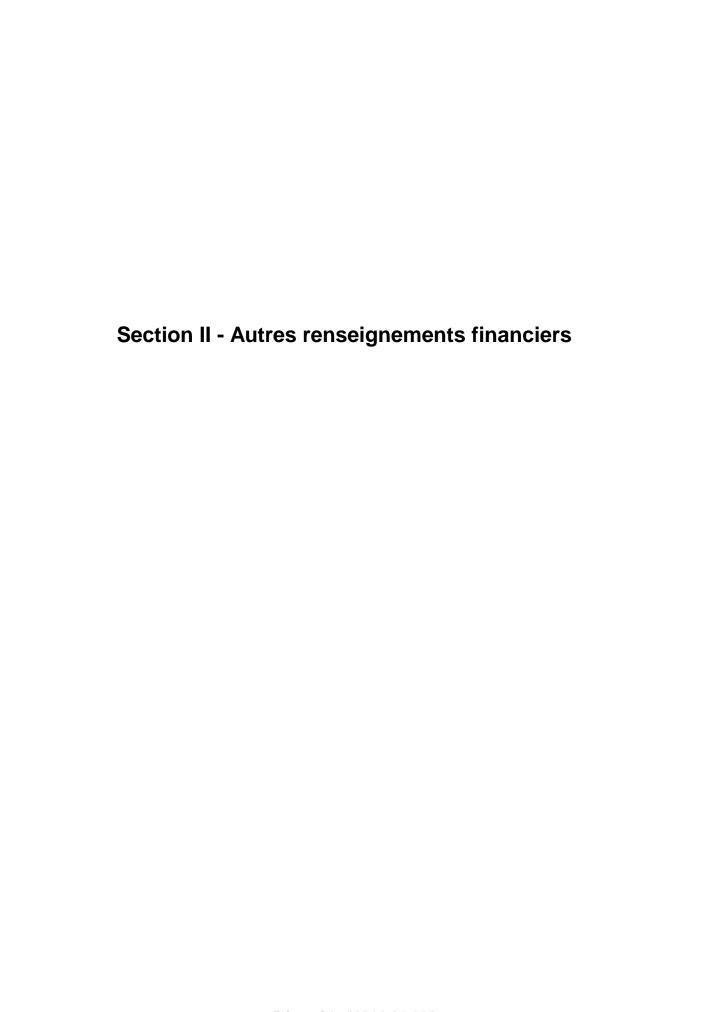
Non audité		Durdmet	B ( . P //	D 4 a 1' 4'
SERVICES RENDUS (suite)	Budget 2013		Réalisations 2013	Réalisations 2012
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	8 500	11 344	15 438
Sécurité publique	183			
Transport	.00			
Réseau routier	184		36 298	90 709
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189		4 976	5 958
Hygiène du milieu	190			
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et				
développement	192			
Loisirs et culture	193		1 535	1 500
Réseau d'électricité	194			
	195	8 500	54 153	113 605
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	8 500	54 153	113 605
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	1 800	2 805	2 585
Droits de mutation immobilière	198	10 000	54 402	54 482
Droits sur les carrières et sablières	199	10 000	01.02	0.1.02
Autres	200		15	38
	201	11 800	57 222	57 105
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	1 000	2 094	1 113
INTÉRÊTS	203	2 000	5 570	4 543
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204			
Produit de cession de propriétés destinées				
à la revente	205			
Gain (perte) sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207			
Contributions des automobilistes pour le				
transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209	4=		
Autres	210	15 335	1 804	11 428
	211	15 335	1 804	11 428

# ANALYSE DES CHARGES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non addite	Budget 2013			Réalisations		
	Sans ventilation		Réalisations 2013  Sans ventilation Ventilation de Total			2012
				l'amortissement	Total	2012
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	47 141	38 920		38 920	39 668
Application de la loi	2	79 900	79 382		79 382	80 745
Gestion financière et administrative	3	123 878	120 885	3 484	124 369	124 891
Greffe	4	8 000	8 252		8 252	835
Évaluation	5	33 700	25 372		25 372	32 456
Gestion du personnel	6					
Autres	7	88 646	78 345		78 345	78 979
	8	381 265	351 156	3 484	354 640	357 574
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	110 812	110 314		110 314	100 488
Sécurité incendie	10	62 188	60 113	2 551	62 664	56 289
Sécurité civile	11	450	2 621	594	3 215	7 317
Autres	12	500				
	13	173 950	173 048	3 145	176 193	164 094
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	15 000	42 070	7 564	49 634	105 536
Enlèvement de la neige	15	37 041	37 158		37 158	36 340
Éclairage des rues	16	14 500	19 121	1 770	20 891	12 680
Circulation et stationnement	17	500	1 207		1 207	192
Transport collectif						
Transport en commun	18	2 500	2 180		2 180	2 448
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	69 541	101 736	9 334	111 070	157 196

	Budget 2013		Réalisations 2013			Réalisations
	Sans	ventilation nortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de	Total	2012
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23					
Réseau de distribution de l'eau potable	24					
Traitement des eaux usées	25	69 000	31 860		31 860	1 512
Réseaux d'égout	26	10 726	2 056	45 390	47 446	46 038
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Çollecte et transport	27	53 550	53 550		53 550	67 242
Élimination	28					
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	100	218		218	36
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33					
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38					
Autres	39					
Adires	<u>39</u> 40	133 376	87 684	45 390	133 074	114 828
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE	40	100 07 0	07 00 1	10 000	100 07 1	111020
Logement social	41					
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44					
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	4 000	3 090		3 090	6 000
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47	4 075	4 324		4 324	2 120
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48					
Tourisme	49	4 462	4 462		4 462	
Autres		_	_			
Autres	50					
Autres	50 51					

	Budget 2013					Réalisations	
	Sans	ventilation nortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2012	
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53						
Patinoires intérieures et extérieures	54	4 250	2 915	2 427	5 342	6 378	
Piscines, plages et ports de plaisance	55						
Parcs et terrains de jeux	56	8 000	4 372	1 298	5 670	5 493	
Parcs régionaux	57	7 620	8 562	3 426	11 988	3 713	
Expositions et foires	58						
Autres	59					6 835	
	60	19 870	15 849	7 151	23 000	22 419	
Activités culturelles							
Centres communautaires	61						
Bibliothèques	62	5 250	4 314		4 314	4 696	
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63						
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65						
	66	5 250	4 314		4 314	4 696	
	67	25 120	20 163	7 151	27 314	27 115	
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	69		39 898		39 898	41 384	
Autres frais	70						
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71						
Autres	72	11 900					
	73	11 900	39 898		39 898	41 384	
AMORTISSEMENT DES							
IMMOBILISATIONS	74	67 833	68 504	( 68 504 )			



# **TABLE DES MATIÈRES**

	PAGE
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	29
Acquisition d'immobilisations en remplacement d'infrastructures existantes	
et pour nouveau développement	29
Analyse de la dette à long terme	30
Analyse de la charge de quotes-parts	31
Analyse de la rémunération	32
Analyse des revenus de transfert	32
Analyse du coût des services municipaux	33
Acquisition d'immobilisations par objets	34
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	35
Fonds de roulement - Capital autorisé	36
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	38
Taux des taxes	39
Questionnaire	41
Autres renseignements sur l'organisme municipal	42
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2015	43
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	44

#### RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de Municipalité de Saint-François-de-l'Île-d'Orléans. Ce taux a été établi par la direction de la Municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) [les exigences légales].

#### Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

#### Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de la Municipalité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

#### Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de la Municipalité de Saint-François-de-l'Île-d'Orléans a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

#### RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

#### Observations 5 4 1

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à Municipalité de Saint-François-de-l'Île-d'Orléans de se conformer à l'article 176 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

Mallette S.E.N.C.R.L. Société de comptables professionnels agréés

CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A102687

DATE 2014-02-14

Dernière modification avant dépôt : 2014-04-02 13:31:50

Dernière modification: 2014-04-02 13:31:50

Revenus de taxes

616 840

#### TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

# **CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES** Revenus de taxes avant ajouts et déductions 616 840 **Ajouter** Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM Déduire Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1) Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM 5 Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM 6 Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative Montant relatif aux taxes foncières 8 Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative

Revenus admissibles aux fins du calcul du

taux global de taxation réel

614 369

#### TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

# REVENUS ADMISSIBLES Revenus de taxes 616 840 **Ajouter** Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales **Total partiel** 616 840 **Déduire** Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM) Taxes d'affaires 5 Taxes foncières imposées en vertu du 1er alinéa de l'article 208 LFM Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1 2 471 Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation 2 471

(ligne 1 + ligne 2) ÷ 2

120 849 665

#### TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL **EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée <sup>1</sup> , au 1 <sup>er</sup> janvier 2013 <sup>2</sup>	1	120 488 130
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée <sup>1</sup> , au 31 décembre 2013 <sup>2</sup>	2	121 211 200

# CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL<sup>3</sup>

Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES** 

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation reel	4	614 368
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	120 849 665

Taux global de taxation réel de 2013	Taux global	de taxation	réel de 2013
--------------------------------------	-------------	-------------	--------------

6		١,	5	0	8	4	/ 100 \$
---	--	----	---	---	---	---	----------

#### ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES 1 **EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 <sup>er</sup> janvier 2013 <sup>2</sup>	7
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2013 <sup>2</sup>	8
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9

<sup>1.</sup> Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.
2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1<sup>er</sup> janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

<sup>3.</sup> Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

# AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

#### ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

#### Non audité

	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	85 103	14 212
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	61 620	
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	2 591	82 528
Autres infrastructures	11		
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		
Édifices communautaires et récréatifs	14	144 171	8 565
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17		
Ameublement et équipement de bureau	18	4 367	
Machinerie, outillage et équipement divers	19		
Terrains	20		
Autres	21		
	22	297 852	105 305

#### ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS EN REMPLACEMENT D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

# Remplacement d'infrastructures existantes

Conduites d'eau potable	23			
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26		85 103	14 212
Autres infrastructures	27		64 211	
Infrastructures pour nouveau développem	nent			
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			82 528
Autres immobilisations	33		148 538	8 565
				_
	34		297 852	105 305

# ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité		Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dette à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	1 291 200		49 700	1 241 500
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	2				
Organismes municipaux	3 4				
Obligations découlant de contrats de	·				
location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	1 291 200		49 700	1 241 500
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par la municipalité					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au					
remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10				
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou		00.400		0.070	00.400
des municipalités membres	12	69 436		3 276	66 160
De l'ensemble des contribuables ou	4.0	47.050		040	16 540
des municipalités membres De la municipalité (Société de	13	17 359		819	16 540
transport en commun)	14				
transport en commun)	15	86 795		4 095	82 700
Par les tiers (montants affectés au					
remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec		4 004 405		45.005	4.450.000
et ses entreprises	16	1 204 405		45 605	1 158 800
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18	1 204 405		45 605	1 158 800
Débiteurs encaissés non encore appliqués	19	1 204 405		40 000	1 100 000
au remboursement de la dette	20				
	21	1 204 405		45 605	1 158 800
Revenus futurs découlant des ententes				.0 000	
conclues avec le gouvernement du Québec	22				
Prêts	23				
Autres	24				
	25	1 204 405		45 605	1 158 800
	26	1 291 200		49 700	1 241 500
Dette en cours de refinancement	27 (	)		(	
	28	1 291 200		49 700	1 241 500

#### ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012		
Administration générale		70.400				
Application de la loi	1	79 400	05.055	20.22		
Évaluation	2	33 600	25 255	32 339		
Autres	3		79 382	80 705		
Sécurité publique						
Police	4	110 812				
Sécurité incendie	5	60 000				
Sécurité civile	6	150				
Autres	7					
Transport						
Réseau routier	8					
Transport collectif	9	2 500				
Autres	10					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	11					
Matières résiduelles	12	53 550	53 550	67 242		
Cours d'eau	13					
Protection de l'environnement	14					
Autres	15					
Santé et bien-être						
Logement social	16					
Autres	17					
Aménagement, urbanisme et						
développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	18	4 000	3 090			
Rénovation urbaine	19					
Promotion et développement économique	20	4 462	4 462			
Autres	21					
Loisirs et culture						
Activités récréatives	22					
Activités culturelles	23	5 250				
Réseau d'électricité	24					
	25	353 724	165 739	180 286		

#### ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

#### Non audité

Administration municipale	Effectifs personnes/ année <sup>2</sup> n municipale			Rémunération	Charges sociales	Total <sup>1</sup>
Cadres et contremaîtres	1	1,00	40,00	46 675	10 021	56 696
Professionnels	2	.,00	.0,00			00 000
Cols blancs	3	1,50	14,00	10 841	1 704	12 545
Cols bleus	4	1,50	35,00	34 610	6 391	41 001
Policiers	5	·				
Pompiers	6					
Conducteurs et opérateurs						
(transport en commun)	7					
,	8	4,00		92 126	18 116	110 242
Élus	9	7,00		33 893	3 042	36 935
	10	11,00		126 019	21 158	147 177

<sup>1.</sup> Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

#### ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	1	Gouvernemen	t du Québec	Gouvernement	Total
	Fon	ctionnement	Investissement	du Canada	
Transport en commun	11				
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12				
Réseau de distribution de l'eau potable	13				
Traitement des eaux usées	14				
Réseaux d'égout	15	36 521	(81 172)		(44 651)
Autres	16	96 100	229 936		326 036
	17	132 621	148 764		281 385

<sup>2.</sup> En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

# ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité	am	Charges avant ortissement		Amortissement des immobilisations		Charges		Services rendus		Coût des services municipaux		Frais de financement
			+		=		-		=			
Administration générale												
Application de la loi	1	79 382	27		53	79 382	79		105	79 382	131	
Évaluation	2	25 372	28		54	25 372	80		106	25 372	132	
Autres	3	246 402	29	3 484	55	249 886	81	11 344	107	238 542	133	
	4	351 156	30	3 484	56	354 640	82	11 344	108	343 296	134	
Sécurité publique												
Police	5	110 314	31		57	110 314	83		109	110 314	135	
Sécurité incendie	6	60 113	32	2 551	58	62 664	84		110	62 664	136	
Sécurité civile	7	2 621	33	594	59	3 215	85		111	3 215	137	
Autres	8		34		60		86		112		138	
	9	173 048	35	3 145	61	176 193	87		113	176 193	139	
Transport												
Réseau routier												
Voirie municipale	10	42 070	36	7 564	62	49 634	88	36 298	114	13 336	140	
Enlèvement de la neige	11		37		63	37 158	89		115	37 158	141	
Autres	12	20 328	38	1 770	64	22 098	90	4 976	116	17 122	142	
Transport collectif	13	2 180		1110	65	2 180	91	10.0	117	2 180	143	
Autres	14		40		66		92		118		144	
	15	101 736	41	9 334	67	111 070	93	41 274	119	69 796	145	
Hygiène du milieu		101.700		0 00 .						00.00	1	
Eau et égout												
Approvisionnement et traitement de												
l'eau potable	16		42		68		94		120		146	
Réseau de distribution de l'eau potable	17		43		69		95		121		147	
Traitement des eaux usées	18	31 860	44		70	31 860	96		122	31 860	148	
Réseaux d'égout	19	2 056	45	45 390	71	47 446	97		123	47 446	149	39 898
Matières résiduelles	13	2 000	40	40 000		47 440	31		120	47 440	143	00 000
Déchets domestiques et assimilés	20	53 550	46		72	53 550	98		124	53 550	150	
Matières recyclables	21		47		73	218	99		125	218	151	
Autres	22	210	48		74	210	100		126	210	152	
Cours d'eau	23		49		75		101		127		153	
Protection de l'environnement	23		50		75 76		101		128		154	
Autres	25		51		77		103		129		155	
	26	87 684	52	45 390	78	133 074	104		130	133 074	156	39 898

# ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite) EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité	av	arges vant ssement	+	Amortissement des immo-bilisations	=	Charges	_	Services rendus	=	Coût des services municipaux		Frais de financement
Santé et bien-être					_				_			
Logement social	457		172		187		000		047			
Sécurité du revenu	157						202		217		232	
	158		173		188		203		218		233	
Autres	159		174		189		204		219		234	
	160		175		190		205		220		235	
Aménagement, urbanisme												
et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	3 090	176		191	3 090	206		221	3 090	236	
Rénovation urbaine	162	4 324	177		192	4 324	207		222	4 324	237	
Promotion et développement économique	163	4 462	178		193	4 462	208		223	4 462	238	
Autres	164		179		194		209		224		239	
	165	11 876	180		195	11 876	210		225	11 876	240	
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	15 849	181	7 151	196	23 000	211	1 535	226	21 465	241	
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	4 314	182		197	4 314	212		227	4 314	242	
Autres	168		183		198		213		228		243	
	169	20 163	184	7 151	199	27 314	214	1 535	229	25 779	244	
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230		245	
	171	745 663	186	68 504	201	814 167	216	54 153	231	760 014	246	39 898

#### ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		2013	2012
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	297 852	105 305
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	297 852	105 305

# ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		2013	2012
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	173 296	127 467
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2	173 230	127 407
Solde redressé au début de l'exercice	3	173 296	127 467
Ajouter (déduire)		170 230	121 401
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à			
des fins fiscales	4	114 287	87 232
Affectations et virements	7	114 207	07 202
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement		(2.224)	
	6	(2 234)	(44.402)
Excédent de fonctionnement affecté	7	(124 165)	(41 403)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10	(40.440)	45.000
	11	(12 112)	45 829
Solde à la fin de l'exercice	12	161 184	173 296
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	41 403	60 867
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	41 403	60 867
Ajouter (déduire)			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(41 403)	(60 867)
Activités d'investissement	17	(11.100)	(00 00.)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	124 165	41 403
Financement des investissements en cours	19	121.100	11 100
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
Investissement het dans les immosilisations et daties dottis	21	82 762	(19 464)
Solde à la fin de l'exercice		124 165	41 403
Solde a la lili de l'exercice	22	124 105	41 403
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	66 133	90 907
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	66 133	90 907
Ajouter (déduire)			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	9 110	10 566
Activités d'investissement	27		(35 340)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30	9 110	(24 774)
Solde à la fin de l'exercice	31	75 243	66 133
OUIUE A IA IIII UE I EAGICICE	J۱	10 240	00 133

# ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite) EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité			2013		2012
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir					
Solde au début de l'exercice	32	(	)	(	)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	`	,	,	,
Solde redressé au début de l'exercice	34	(	)	(	)
Augmentation de l'exercice					<u> </u>
Avantages sociaux futurs					
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007					
Régimes capitalisés	35	(	1	(	1
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007	33	(	,	(	,
Régimes capitalisés					
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	(	1	(	)
Autres	37	(	)	(	)
Régimes non capitalisés		(	)	(	)
· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	38	(	,	(	)
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	20	1	1	1	1
	39	(	)	(	)
Autres	40	(	<u> </u>	(	<u>)</u>
	41	(	)	(	)
Financement à long terme des activités de fonctionnement	42	(	)	(	)
	43	(	)	(	)
Diminution de l'exercice					
Affectations aux activités de fonctionnement	44				
Remboursement de la dette à long terme liée aux					
activités de fonctionnement	45				
	46				
Solde à la fin de l'exercice	47	(	1	(	1
			,	(	<del></del>
Financement des investissements en cours					
Solde au début de l'exercice	48		(81 019)		(139 078)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	49		(01 010)		(100 010)
Solde redressé au début de l'exercice	50		(81 019)		(139 078)
Ajouter (déduire)	30		(01 010)		(100 010)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à					
des fins fiscales	51		(142 348)		58 059
Affectations et virements	31		(142 340)		30 033
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	50				
Excédent (denoit) de fonctionnement non affecte	52				
Réserves financières et fonds réservés	53				
Reserves illiancieres et ionas reserves	54		(4.40.040)		58 059
	55		(142 348)		
Solde à la fin de l'exercice	56		(223 367)		(81 019)
Investissement net dans les immobilisations et autres actif	•				
Solde au début de l'exercice			2 329 467		2 200 050
	57		2 329 407		2 289 850
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	58		2 329 467		2 200 050
Solde redressé au début de l'exercice	59		2 329 407		2 289 850
Ajouter (déduire)					
Affectations et virements					
Activités de fonctionnement	60				
Excédent de fonctionnement affecté	61		200 : : :		22 - : -
Variation résiduelle de l'exercice	62		233 443		39 617
Solde à la fin de l'exercice	63		2 562 910		2 329 467

CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE

7 \_\_\_\_\_130 000

#### FONDS DE ROULEMENT CAPITAL AUTORISÉ EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité	RÈGLEMENT N°	MONTANT AUTORISÉ
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 <sup>ER</sup> JANVIER	1	130 000
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	2	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	3	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	4	
	5	130 000
Diminution	6	

# SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	-	Règlements d'em Activités de fonctionnement	nprunt fermés Activités d'in- vestissement	Activités d'in- de l'exercice		Transferts		Solde au 31 décembre
Montant non réservé	1		2	3	4		5		6	7	
Montant réservé pour le service de la dette			9	10	11		12	1	13	14	
	15		16	17	18		19		20	21	

# EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ À DES FINS FISCALES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité			2013		2012	
		Budget	Réa	lisations	Réalisations	
Revenus						
Ventes d'électricité						
Domestique et agricole	1					
Générale et institutionnelle	2					
Industrielle	3					
Autres	4					
Autres revenus						
7.44.00 10701140	5 6					
Charges						
Achat d'énergie	7					
Taxe sur le revenu brut	8					
Frais d'exploitation	9					
Autres frais						
Frais de financement	10					
Amortissement des immobilisations	11					
Amortissement des immobilisations	12					
Partie imputée à la municipalité pour	13					
consommation d'électricité		1	) (	) (		
Consommation delectricite	14	(	) (	) (		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant	15					
` '						
conciliation à des fins fiscales	16					
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
Ajouter (déduire)						
Immobilisations						
Amortissement						
Produit de cession	17					
(Gain) perte sur cession	18					
Réduction de valeur	19					
Treduction de Valedi	20					
Financement	21					
Financement à long terme des activités de						
fonctionnement						
Remboursement de la dette à long terme	22	1	) (	) (		
rembodisement de la dette a long terme	23	(	) (	) (		
Affactations	24					
Affectations Activités d'investissement		1	\	\ /		
	25	(	) (	) (		
Excédent (déficit) de feartionnement par effect						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affect	26					
Excédent de fonctionnement affecté	27					
Réserves financières et fonds réservés	28					
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29					
Investissement net dans les immobilisations						
et autres actifs	30					
	31					
Evoédont (déficit) de foretions ment	32					
Excédent (déficit) de fonctionnement						
de l'exercice à des fins fiscales	33					

#### TAUX DES TAXES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Taxes sur la valeur foncière Taxes générales		Du 100 \$ d'évaluation
Taxe foncière générale (taux unique)	1	[0],[4 1 8 4]\$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	,\$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	\$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	\$
Catégorie des immeubles industriels	5	\$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	\$
Catégorie des immeubles agricoles	7	\$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	\$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	,\$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	\$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	\$
Catégorie des immeubles industriels	12	,\$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	\$
Catégorie des immeubles agricoles	14	,\$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	\$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	\$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	,\$
Catégorie des immeubles industriels	19	\$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	\$
Catégorie des immeubles agricoles	21	,\$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	,\$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	,\$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	\$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	\$
Catégorie des immeubles industriels	26	,\$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	\$
Catégorie des immeubles agricoles	28	\$

# TAUX DES TAXES (suite) EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

#### Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (Montant fixe)		Par unité de logement
Eau	1	
Égout	2	,\$
Eau et égout	3	,\$
Traitement des eaux usées	4	,\$
Matières résiduelles	5	1 1 5 , 0 0 \$
		% de la valeur locative
Taxe d'affaires sur la valeur locative	6	,%

#### Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code <sup>1</sup>	Préciser
Déneigement (Secteur)	51,9100	4	chemin du Quai
Réseau d'égout construction (Secteur)	192,2000	4	Secteur village
Traitement des eaux usées (Secteur)	369,3000	4	Secteur village
Traitement des eaux usées (Général)	75,0000	4	Hors secteur village
Ordures camping	1 991,0000	4	
Ordures ébénisterie	219,0000	4	
Ordures restaurant	398,0000	4	
Ordures fermes	131,0000	4	
Ordures garage	311,0000	4	
Ordures roulottes	100,0000	4	

<sup>1.</sup> Code: 1 - du 100 \$ d'évaluation

<sup>2 -</sup> du mètre carré

<sup>3 -</sup> du mètre linéaire

<sup>4 -</sup> tarif fixe (compensation)

<sup>5 -</sup> du 1 000 litres

<sup>6 - %</sup> de la valeur locative

<sup>7 -</sup> autres (préciser)

#### QUESTIONNAIRE EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	Non audité	OUI	NON	S.O.
1.	Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation			
	ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1	2 <b>X</b>	
	Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3	4 <b>X</b>	
2.	Est-ce que la municipalité applique les normes sur les instruments financiers applicables au secteur public?	5 <b>X</b>	6	
3.	La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7	8 <b>X</b>	
	Si oui, indiquer les montants suivants :			
	a) le montant total versé en 2013	9	\$	
	b) le solde estimatif au 31 décembre 2013 des engagements en vertu du règlement concerné	10	\$	
4.	La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11	12 <b>X</b>	
	Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
	a) crédits de taxes	13	\$	
	b) autres formes d'aide	14	\$	
5.	La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2013 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <b>X</b>	16	
	Si oui, indiquer le montant.	17	46 848 \$	
6.	La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18	19 <b>X</b>	
	Si oui, indiquer le montant.	20	\$	
7.	Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	500	22

#### AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL **EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

#### **ORGANISME MUNICIPAL**

Adresse	337, chemin Royal	
	(no) (rue)	
	Saint-François-de-l'Île-d'Orléans	G0A 3S0
	(Municipalité)	(Code postal)
Téléphone	(418) 829-3100	
	(ind. rég.) (numéro)	
Télécopieur	(418) 829-1004	
_	(ind. rég.) (numéro)	
Courriel	info@msfio.ca	
TRÉSORIER OU SECRÉ	TAIRE-TRÉSORIER	
Nom	Marco Langlois	
Téléphone	(418) 829-3100	
·	(ind. rég.) (numéro)	
Télécopieur	(418) 829-1004	
	(ind. rég.) (numéro)	
Courriel	m.langlois@msfio.ca	
AUDITEUR INDÉPENDA	NT	
Nom	Mallette S.E.N.C.R.L.	
Titre	Comptables professionnels agréés	
Adresse	200-3075 chemin des Quatre-Bourgeois	
10.000	(no) (rue)	
	Québec	G1W 5C4
	(Municipalité)	(Code postal)
Téléphone	(418) 653-4431	(2000 position)
relephone	(ind. rég.) (numéro)	
Télécopieur	(418) 656-0800	
relecopledi	(ind. rég.) (numéro)	
Courriel	alain.martineau@mallette.ca	
Courner	alam.martinead@mailette.ca	
Responsable du dossier	Alain Martineau, CPA auditeur, CA	
VÉRIFICATEUR GÉNÉR	AL (s'il y a lieu)	
Nom		
Titre		
Adresse		
7101000	(no) (rue)	
	(Municipalité)	(Code postal)
Tiliakana	(Municipalite)	(Code postal)
Téléphone	(ind was ) (numára)	
T/1/	(ind. rég.) (numéro)	
Télécopieur	(ind. rág.) (numáro)	
Commind	(ind. rég.) (numéro)	
Courriel		

# RICHESSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2015

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2013	1	
Facteur comparatif	2	
Valeur uniformisée	3	

#### ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , <u>Marco Langlois</u> , atteste que le rapport financier
de Saint-François-de-l'Île-d'Orléans pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013, transmis
de façon électronique au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire,
a été déposé à la séance du conseil du <u>2014-04-07</u> .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Saint-François-de-l'Île-d'Orléans consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Saint-François-de-l'Île-d'Orléans détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

170 855 \$ L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de Le taux global de taxation réel de 2013 à la page S34 ligne 6 est de ,5084 \$

Date et heure de la dernière modification : 2014-04-02 13:31:50

Date de transmission au Ministère : 2014/04/09

# Sommaire de l'information financière

# Exercice terminé le 31 décembre 2013

Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier.

Nom: Saint-François-de-l'Île-d'Orléans



#### SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		2013		2012	
		Budget	Réalisations	Réalisations	
Revenus					
Fonctionnement	1	771 786	876 156	850 118	
Investissement	2		148 764	119 460	
	3	771 786	1 024 920	969 578	
Charges	4	875 522	854 065	870 311	
Excédent (déficit) de l'exercice	5	(103 736)	170 855	99 267	
Moins : revenus d'investissement	6 (	) (	148 764 )(	119 460 )	
Excédent (déficit) de fonctionnement de					
l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(103 736)	22 091	(20 193)	
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Amortissement des immobilisations Financement à long terme	8	67 833	68 504	68 093	
des activités de fonctionnement	9				
Remboursement de la dette à long terme	10 (	) (	4 095 ) (	2 405 )	
Affectations					
Activités d'investissement	11 (	) (	4 506 ) (	8 564 )	
Excédent (déficit) accumulé	12	41 403	32 293	50 301	
Autres éléments de conciliation	13				
	14	109 236	92 196	107 425	
Excédent (déficit) de fonctionnement de					
l'exercice à des fins fiscales	15	5 500	114 287	87 232	

Extrait du rapport financier, pages S14 et S15

#### SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE 2013

		2013	2012
Actifs financiers			
Débiteurs	1	1 397 552	1 444 192
Autres	2	164 438	153 153
	3	1 561 990	1 597 345
Passifs			
Dette à long terme	4	1 241 500	1 291 200
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5		
Autres	6	265 965	193 127
	7	1 507 465	1 484 327
Actifs financiers nets (dette nette)	8	54 525	113 018
Actifs non financiers			
Immobilisations	9	2 645 610	2 416 262
Autres	10		
	11	2 645 610	2 416 262
Excédent (déficit) accumulé	12	2 700 135	2 529 280

Extrait du rapport financier, page S20

# DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ AU 31 DÉCEMBRE 2013

		2013	2012	
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	13	161 184	173 296	
Excédent de fonctionnement affecté				
- Équilibre budgétaire	14	111 040	41 403	
- Réseau d'égout	15	13 125		
•	16			
-	17			
-	18			
-	19			
-	20			
-	21			
<u>-</u>	22			
	23	124 165	41 403	
Réserves financières	24			
Fonds réservés	25	75 243	66 133	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26 (	) (	)	
Financement des investissements en cours	27	(223 367)	(81 019)	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	2 562 910	2 329 467	
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29			
	30	2 700 135	2 529 280	

Extrait du rapport financier, page S23-1

# SOMMAIRE DES REVENUS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		2013		2012	
		Budget	Réalisations	Réalisations	
Fonctionnement					
Taxes	1	635 166	616 840	588 821	
Compensations tenant lieu de taxes	2	6 085	5 852	10 393	
Quotes-parts	3				
Transferts	4	91 900	132 621	71 992	
Services rendus	5	8 500	54 153	113 605	
Autres	6	30 135	66 690	65 307	
	7	771 786	876 156	850 118	
Investissement					
Taxes	8				
Quotes-parts	9				
Transferts	10		148 764	110 578	
Autres	11			8 882	
	12		148 764	119 460	
	13	771 786	1 024 920	969 578	

Extrait du rapport financier, page S14

#### SOMMAIRE DES CHARGES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	I	Budget 2013		Réalisations		
		ns ventilation 'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2012
	ue i	amortissement	de l'amortissement	i amortissement		
Administration générale						
Évaluation	1	33 700	25 372		25 372	32 456
Autres	2	347 565	325 784	3 484	329 268	325 118
Sécurité publique						
Police	3	110 812	110 314		110 314	100 488
Sécurité incendie	4	62 188	60 113	2 551	62 664	56 289
Autres	5	950	2 621	594	3 215	7 317
Transport						
Réseau routier	6	67 041	99 556	9 334	108 890	154 748
Transport collectif	7	2 500	2 180		2 180	2 448
Autres	8					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	9	79 726	33 916	45 390	79 306	47 550
Matières résiduelles	10	53 650	53 768		53 768	67 278
Autres	11					
Santé et bien-être	12					
Aménagement, urbanisme et						
développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	13	4 000	3 090		3 090	6 000
Promotion et développement économique	14	4 462	4 462		4 462	
Autres	15	4 075	4 324		4 324	2 120
Loisirs et culture	16	25 120	20 163	7 151	27 314	27 115
Réseau d'électricité	17					
Frais de financement	18	11 900	39 898		39 898	41 384
Amortissement des immobilisations	19	67 833	68 504	( 68 504 )		
	20	875 522	854 065		854 065	870 311

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3